



MEDIAPART

Asie et Océanie — Entretien

Chine : « Je ne vois pas comment cet embrasement s'arrêterait »

29 Novembre 2022

Il y a une semaine, les ouvriers de la plus grosse usine de production d'iPhone se révoltaient, ouvrant la voie à un mouvement de protestation dans toute la Chine, exaspérée par la politique « zéro Covid ». Entretien avec la sociologue Jenny Chan, spécialiste du monde ouvrier chinois.

par **Eric Sautédé**

Mediapart

<https://www.mediapart.fr/journal/international/291122/chine-je-ne-vois-pas-comment-cet-embrasement-s-arreterait>

Hong Kong (Chine). Depuis quelques jours, la société civile chinoise est en ébullition. Partout, de Canton à Pékin, en passant par Shanghai, Nankin ou Xian, des centaines et parfois des milliers de personnes défilent dans la rue et sur les campus, clamant haut et fort leur exaspération et dénonçant avec force slogans les souffrances imposées par les mesures sanitaires très strictes d'une politique « zéro Covid » qui dure depuis bientôt trois ans.

Mi-octobre, puis à nouveau fin novembre, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses de l'usine Foxconn de Zhengzhou, dans le Henan, ceux-là mêmes qui fabriquent les iPhone 14 Pro et Pro Max d'Apple, avaient ouvert la voie à l'expression de ce ras-le-bol généralisé.

Sur place, dans cette ville-usine, sans la possibilité d'établir un véritable dialogue social et pour les ouvriers de faire entendre leur voix et leurs inquiétudes, la peur a fini par l'emporter.

Pour mieux comprendre la situation, la professeure de sociologie Jenny Chan, de l'université polytechnique de Hong Kong, elle-même autrice d'une thèse sur Foxconn au début des années 2010 – « [Dying for an iPhone](#) » et coautrice du livre [La machine est ton seigneur et ton maître](#) (Agone) – et s'intéressant toujours de près aux évolutions de ce site qui emploie jusqu'à 300 000 ouvriers et ouvrières, nous

éclaire sur les enjeux présents et à venir d'un monde ouvrier qui n'a, comble de l'ironie, bien souvent à perdre que ses chaînes.

Mediapart : Le mouvement de protestation actuel en Chine a débuté il y a tout juste une semaine à Zhengzhou, dans l'usine Foxconn. Est-ce un signe d'une plus grande maturité des demandes du monde ouvrier, ou la réaction est-elle plus contextuelle, liée à l'exaspération provoquée par les mesures anti-Covid ?

Jenny Chan : C'est vraiment le signe d'une exaspération, d'un ras-le-bol rendu d'autant plus insupportable que les ouvriers n'ont personne vers qui se tourner : les autorités locales agissent comme des subordonnés de la direction de l'usine et le syndicat officiel est totalement absent. Il s'agissait pour eux d'évacuer un trop-plein de colère. Si les manifestants s'en sont pris aux cabines de test et aux caméras de surveillance, c'est bien le dispositif mettant leur vie en danger qu'ils visaient, sinon ils s'en seraient pris à leur outil de production... ce qui n'a pas du tout été le cas.

Il est également intéressant de constater qu'en dépit d'une prétention du pouvoir à contrôler plus étroitement la société et les espaces d'expression en ligne depuis quelques années, on a en réalité bénéficié d'une très grande visibilité sur ce qui se passait sur le terrain, plus même qu'il y a dix ans. Les travailleurs ont eu recours à Bilibili, Douyin et d'autres plateformes pour diffuser des vidéos et des documents, notamment les nouveaux contrats et les directives de Foxconn, autant de choses qui n'ont plus d'existence papier mais qui sont envoyées depuis les comptes numériques officiels de l'entreprise, indiquant aussi les rémunérations et toutes les retenues – pour la nourriture, le logement et les différents fonds de sécurité sociale. Le mensonge est donc apparent, quasiment en temps réel.

“Le fait de pouvoir filmer les choses, restituer la réalité brute en élargissant le cadre et l'action en temps réel via des “live streams” change complètement la donne.”

Sur les réseaux sociaux, j'ai moi-même pu constater que sur certains groupes WeChat plus aucune image des heurts violents des 22 et 23 novembre n'apparaissait, alors que les images de l'exode d'octobre avaient largement circulé. En revanche, de nombreuses vidéos ont circulé sur Twitter, pourtant interdit en Chine, depuis des comptes en chinois, et il n'est pas à exclure que des ouvriers aient eu recours à des VPN, ce qui était plutôt l'apanage des intellos, des activistes et des classes moyennes auparavant.

Le fait de pouvoir filmer les choses, restituer la réalité brute en élargissant le cadre et l'action en temps réel *via des live streams* change complètement la donne. Ça n'a plus rien à voir avec mon expérience de 2010 lorsque j'enquêtais sur les suicides à répétition dans l'usine Foxconn de Shenzhen. Cette fois, les travailleurs filmaient les affrontements en direct depuis leur dortoir au 7^e ou 8^e étage. Et peu importe la source au final, ce qui compte c'est la multiplicité des points de vue et la capacité à les faire circuler très vite.

Malgré la censure, les termes de recherche bannis pendant plusieurs jours (« émeutes » ; « Hon Hai », le nom en Chine de Foxconn ; etc.) et la non-existence du phénomène dans la presse officielle, l'information continue d'être disponible.

Et la colère va au-delà de la classe ouvrière...

Avec ce qui se passe un peu partout en Chine après l'incendie à Urumqi, au Xinjiang, lequel a fait dix morts surtout parce que les secours ont tardé à arriver en raison des mesures de filtrage et de restriction d'accès liées à la politique « zéro Covid », on sent bien que l'exaspération est à son comble.

Des manifestations « spontanées » ont eu lieu partout en Chine durant le week-end dernier, avec des modes d'expression semblables et des slogans se faisant écho. Jusque et y compris à Hong Kong, sur le campus de Hong Kong University notamment [depuis aussi et plus massivement sur les campus de Hong Kong Baptist University et Chinese University of Hong Kong – ndlr]. Et tout cela alors que les chiffres d'infection n'ont jamais été aussi hauts – avec plus de 30 000 cas par jour à l'échelle du pays, et bientôt beaucoup plus.

En Chine continentale, les autorités ont réagi en réprimant et en isolant, voire en interdisant l'accès à la rue Urumqi, à Shanghai, afin de prévenir les manifestations à répétition.

Les mobilisations en ligne qui se traduisent par des mobilisations effectives, dans les usines et dans la rue, méritent donc d'être étudiées de plus près, car en dépit de la censure, la toile chinoise est un lieu d'affrontement et de débat dans lequel l'État veut dire sa « vérité » et les opprimés font entendre leur voix. Foxconn même s'est senti obligé de présenter des excuses, en ligne, forcément.

Même si les mouvements semblent « spontanés », presque des *happenings* qui surgissent brusquement, ils s'appuient néanmoins sur des formes de solidarité qui échappent à l'État-Parti, lequel se défie de toute organisation alternative : les ouvriers sont collègues, ils partagent des chambrées à douze, et se regroupent souvent en fonction de leur localité d'origine. Le maillage est certes lâche, pas bien coordonné, et sans leaders apparents, mais ces petites solidarités se superposent et peuvent très vite se consolider quand les ouvriers sont confrontés à des injustices patentes et qu'ils font l'expérience commune de la lutte.

Par ailleurs, je ne crois pas qu'il y ait un degré plus élevé de maturité de la classe ouvrière – peut-on d'ailleurs vraiment parler de conscience de classe ? – car j'avais pu constater il y a plus de dix ans que les travailleurs connaissaient déjà très bien leurs droits : certains n'hésitaient pas à recourir ainsi au système des pétitions adressées au gouvernement local, notamment lorsqu'ils ne percevaient pas leurs indemnités de licenciement – encore aujourd'hui un gros problème en Chine.

Ce à quoi nous assistons en ce moment, c'est un mouvement de rébellion contre la politique “zéro Covid” qui isole et circonscrit les populations.

Le changement majeur est lié à ces trois dernières années et à la politique « zéro Covid », laquelle, si elle a certainement permis de sauver des vies au départ, a depuis largement contribué à dégrader les conditions de vie de la population et les conditions de travail en particulier.

D'un côté, les ouvriers ne sont pas tenus bien informés quant aux risques de la pandémie, et sont confinés dans leur petit dortoir, avec pour seul passe-temps

l'usage de leur téléphone portable. Le climat est particulièrement malsain, psychologiquement et physiquement. De l'autre, Foxconn s'avère incapable d'assurer la sécurité sanitaire sur les lieux de travail et Apple est obsédé par les délais de livraison des iPhone à l'approche de Noël et du Nouvel An. Les autorités locales, censées pourtant garantir les droits fondamentaux des travailleurs, sont prises entre une collusion avec les entreprises et des exigences venues de plus haut dans l'administration qui les rendent responsables de toute nouvelle flambée de la pandémie.

Peut-on voir d'autres usines dans d'autres provinces se soulever ?

Il n'y a pas vraiment d'autres sites en Chine qui emploient jusqu'à 300 000 travailleurs au moment des pics de production. Foxconn à Zhengzhou, c'est une ville dans la ville. Néanmoins, le mécontentement dans d'autres villes et sites industriels s'était déjà fait entendre, s'agissant notamment des méthodes de production en « circuit fermé », véritable atteinte à la liberté de circulation.

Lors de la vague pandémique à Shanghai, surtout en avril et mai, plusieurs entreprises avaient eu recours à ce mode de gestion quasi carcéral, et les mécontentements s'étaient fortement exprimés – chez Quanta, un autre fournisseur d'Apple, 3M, Tesla et bien d'autres. Certains dormaient à même le sol de l'usine ! On avait alors assisté à une déshumanisation complète des conditions de travail. Toutes les mesures de lutte contre le Covid en entreprise sont inspirées par la nécessité de maintenir la production, alors même que les « bulles » censées isoler les lieux de travail du reste du monde finissent toujours par devenir poreuses.

Ce à quoi nous assistons en ce moment, c'est un mouvement de rébellion contre la politique « zéro Covid » qui isole et circonscrit les populations : les travailleurs à l'usine, les étudiants sur les campus et on peut même dire que les citoyens en général sont prisonniers de leur propre maison. Le mécontentement est général, et je ne vois pas pourquoi ni comment cet « embrasement » s'arrêterait si l'on ne fait pas plus confiance à la responsabilité citoyenne et même aux gouvernements locaux, lesquels n'ont en réalité plus aucune marge de manœuvre.

Pour revenir sur les événements de Zhengzhou, quelles sont les responsabilités ?

Tout semblait rentrer dans l'ordre après la fuite de milliers d'ouvriers à la suite de premiers cas de Covid en octobre. Certains nouveaux arrivants avaient commencé à travailler tandis que d'autres attendaient d'être confirmés négatifs au Covid dans les dortoirs.

Quand de violents affrontements entre les travailleurs, la direction et la police ont éclaté les 22 et 23 novembre, tout le monde a donc été surpris. Très rapidement, cependant, on s'est rendu compte *via* les médias sociaux que les nouveaux travailleurs avaient beaucoup à redire sur la nourriture et les conditions de vie dans les dortoirs, notamment parce que les risques d'infection entre ouvriers déjà sur place et nouveaux arrivants demeuraient importants.

Lorsque Foxconn a demandé aux nouveaux travailleurs de signer un contrat qui ne correspondait pas aux termes et conditions convenus, la frustration s'est vite muée

en colère. Ils ont eu le sentiment d'avoir été trompés, particulièrement les temporaires qui se voyaient mis au pied du mur pour signer un contrat courant jusqu'à mi-mars au lieu de mi-février et devant attendre fin mai pour obtenir le deuxième paiement de 3 000 yuans (plus de 400 euros) de leur prime de respect de planning.

Face aux mécontentements, Foxconn a immédiatement fait appel à la police antiémeute, et les travailleurs récalcitrants ont été brutalement battus, certaines images sur le Net montrant des visages couverts de sang. La police, tantôt en équipement noir antiémeute avec bouclier et matraque, tantôt en combinaison Hazmat blanche, a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule en colère, ce à quoi les travailleurs ont riposté en cassant les caméras de vidéosurveillance et les cabines de tests anti-Covid, en jetant toutes sortes de projectiles, en mettant le feu aux poubelles, et en retournant même une voiture de police. Puis les employés se sont mis à défiler depuis les dortoirs jusqu'à l'usine pour demander des compensations.

Pour moi, les images montrent clairement qu'il y a eu provocation policière et que les travailleurs étaient sur la défensive, exaspérés par les mensonges de la direction de Foxconn qui n'a rien trouvé d'autre à dire que « *le malentendu* » sur les contrats était le produit d'une « *erreur de saisie informatique* ». Mais le mal était fait, d'où la proposition de Foxconn, le 23 novembre, d'offrir une indemnité de 10 000 yuans à ceux désirant quitter le site – 8 000 pour leur temps de travail et 2 000 pour rentrer chez eux.

Foxconn est particulièrement coutumier de promesses de salaires élevés, qui ne sont finalement pas tenues. La grande différence entre les départs d'octobre et ceux de novembre, c'est que les ouvriers fraîchement recrutés ont décidé de prendre les choses en main et de ne pas repartir les mains vides, défiant la direction de l'usine, ses abus et la réponse purement répressive en cheville avec les autorités locales.

###